

Immeuble Jacques Lemercier
5 avenue de la Palette
95300 PONTOISE

Pontoise, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24 février 2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOFINADE (ex LE DANTEC)

19 rue du Fer à Cheval
95200 SARCELLES

Référence : ud95-2023-0238

Code AIOT : 0006506135

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24 février 2023 dans l'établissement SOFINADE (ex LE DANTEC) implanté 19 rue du Fer à Cheval à SARCELLES (95200). L'inspection a été annoncée le 31 janvier 2023. Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite aux incendies des installations de traitement de surface PROTEC INDUSTRIE à BEZONS en mai 2021 et PERRIEN TS à GONESSE en janvier 2023, l'inspection des installations a décidé d'inspecter en 2023 l'ensemble des installations de traitement de surface du Val d'Oise, classés sous le régime de l'enregistrement et de l'autorisation. L'objectif est de faire bénéficier les exploitants du retour d'expérience acquis par les deux accidents qui ont touché le secteur d'activités ces dernières années. L'inspection se décompose en deux thématiques : une partie prévention/protection contre le risque incendie et une seconde partie stockage/utilisation de produits chimiques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOFINADE (ex LE DANTEC)
- 19 rue du Fer à Cheval - 95200 SARCELLES
- Code AIOT : 0006506135
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SOFINADE, implantée depuis 1976 sur le site de SARCELLES, est spécialisée dans le traitement de pièces métalliques en acier, laiton et aluminium à des fins décoratives, notamment pour l'industrie du luxe.

Pour ses activités de production, elle exploite :

- un atelier de serrurerie,
- un atelier de polissage,
- un atelier de vernissage,
- un atelier de traitement de surfaces dont le volume des bains autorisé s'élève à 45 m³.

Les installations relèvent du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Le fonctionnement du site est encadré par un arrêté préfectoral d'autorisation, daté du 28 juillet 2003, complété par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 29 décembre 2010 et du 30 janvier 2015, et par les arrêtés ministériels de référence pour les établissements soumis à autorisation au titre de la rubrique 3260 (en date du 30 juin 2006) et soumis à enregistrement au titre des rubriques 2564 ou 2565 (en date du 9 avril 2019).

L'effectif sur site est composé d'environ 20 salariés.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Risque incendie,
- Produits chimiques.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
- le constat établi par l'inspection des installations classées ;
- les observations éventuelles ;
- le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à M. le Préfet ; il peut, par exemple, s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à M. le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- «susceptible de suites administratives» : lorsqu'il n'est pas, en fin d'inspection, de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées, dans un délai court, les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à M. le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- «sans suite administrative».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Désenfumage – présence de DEFNC	Arrêté ministériel du 30 juin 2006, article 3.II	/	Lettre préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Suites de l'inspection du 20 mai 2022	Lettre préfectorale du 10 juin 2022	/	Sans objet
2	Etat des stocks et plan de stockages	Arrêté ministériel du 30 juin 2006, article 12	/	Sans objet
3	Désenfumage – présence de DEFNC	Arrêté ministériel du 30 juin 2006, article 3.II	/	Sans objet
4	Installations électriques – contrôle périodique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A	/	Sans objet
5	Installations électriques – chauffage des bains	Arrêté ministériel du 30 juin 2006, article 6-I	/	Sans objet
6	Moyens de lutte incendie	Arrêté ministériel du 30 juin 2006, article 10	/	Sans objet
7	Consignes d'exploitation et de sécurité	Arrêté ministériel du 30 juin 2006, article 13	/	Sans objet
8	Plan des réseaux	Arrêté ministériel du 30 juin 2006, article 7	/	Sans objet
9	Confinement des eaux incendie	Arrêté ministériel du 30 juin 2006, article 9	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
11	Fourniture FDS	Règlement européen du 18 décembre 2006, article 31.1.a)	/	Sans objet
13	Coordonnées fournisseur FDS	Règlement européen du 18 décembre 2006, article Annexe II – 1.3	/	Sans objet
14	Utilisations identifiées pertinentes FDS	Règlement européen du 18 décembre 2006, article 37.5.a)	/	Sans objet
15	Moyens d'extinction FDS	Règlement européen du 18 décembre 2006, article 37.5.a)	/	Sans objet
16	Précautions pour la protection de l'environnement FDS	Règlement européen du 18 décembre 2006, article 37.5.a)	/	Sans objet
17	Méthodes et matériel de confinement et de nettoyage FDS	Règlement européen du 18 décembre 2006, article 37.5.a)	/	Sans objet
18	Conditions de stockage FDS	Règlement européen du 18 décembre 2006, article 37.5.a)	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a relevé une non-conformité lors de sa visite.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suites de l'inspection du 20 mai 2022

Référence réglementaire : Lettre du 10 juin 2022
Thème(s) : Autre, Suites de l'inspection du 20 mai 2022
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 15.4 – Stockages de produits dangereux Le stockage et la manipulation de produits réactifs, dangereux ou polluants, solides ou liquides sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération de fuites éventuelles. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Article 17 – Stockage des produits dangereux [...] Les réserves de cyanures, de trioxyde de chrome et autres substances toxiques sont entreposées à l'abri de l'humidité. Le local contenant des produits cyanurés ne doit pas renfermer de solutions acides. Les locaux doivent être pourvus de fermeture de sûreté et d'un système de ventilation naturelle ou forcée donnant sur l'extérieur. Non-conformité n° 1 : L'ensemble des produits dangereux (liquides ou solides) stockés ou manipulés sur site doivent se trouver sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles, conformément à l'article 15.4 susvisé. L'exploitant doit prévoir des volumes de rétention supplémentaires afin de pouvoir stocker temporairement ses volumes de déchets liquides sur rétention, et stocker avec des capacités de rétention suffisantes ses produits dangereux en sous-sol. Non-conformité n° 2 : Conformément à l'article 17 de l'arrêté préfectoral complémentaire susvisé, le local contenant des produits cyanurés ne doit pas renfermer de solutions acides.
Constats : L'inspection a constaté que l'exploitant a modifié ses conditions d'exploitation et de stockage depuis la visite d'inspection de 2022. En effet, une zone de stockage en extérieur sous abri a été aménagée avec des bacs de rétention supplémentaires, notamment utilisés pour stocker les déchets d'exploitation. L'inspection a constaté que l'ensemble des bidons et fûts contenant des liquides sont bien stockés sur rétention. Par ailleurs, l'exploitant a également réaménagé ses stockages de produits chimiques en sous-sol. L'inspection a constaté que l'exploitant stocke uniquement des produits acides en sous-sol. L'ensemble des produits stockés est correctement étiqueté et identifiable.

Les constats de l'inspection ont permis de mettre en évidence que les non-conformités relevées lors de l'inspection du 20 mai 2022 peuvent être soldées. L'exploitant a fait le nécessaire pour se remettre en conformité réglementaire.

Les non-conformités n° 1 et n° 2 de l'inspection du 20 mai 2022 sont soldées.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Etat des stocks et plan de stockages

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 30 juin 2006, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks et plan de stockages
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant a fourni le plan général des stockages daté du 15 février 2023 ainsi que l'état des stocks du 23 février 2023 (jour de la visite). L'inspection a comparé, par sondage, l'état des stocks fourni avec les stockages de quelques produits chimiques sur site. L'inspection n'a pas constaté d'écarts majeurs entre la situation réelle et l'état des stocks. Le plan général des stockages est cohérent avec les zones de stockage de produits chimiques de l'installation. Lors de la visite, l'inspection a questionné l'exploitant quant à la disponibilité de cet état des stocks et des principaux plans du site à distance, en cas d'incendie. L'exploitant a indiqué que l'état des stocks et les plans de l'installation ne sont pour le moment pas accessibles à distance. L'exploitant a indiqué qu'il allait stocker ces documents en ligne et, par ailleurs, installer une boîte d'information à destination des secours contenant les plans et l'état des stocks, en extérieur au niveau du plan incliné menant au sous-sol du bâtiment. La prescription contrôlée est vérifiée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Désenfumage – présence de DEFNC

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 30 juin 2006, article 3.II
Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les bâtiments abritant l'installation sont équipés, en partie haute, de dispositifs conformes à la réglementation en vigueur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs doivent être adaptés aux risques particuliers de l'installation. Ces dispositifs doivent être à commande automatique et manuelle. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.
Constats : L'exploitant a fourni le rapport de vérification annuel du système de désenfumage daté du 06 janvier 2023 et réalisé par la société SAVPRO. Ce rapport conclut au bon fonctionnement du système de désenfumage, à l'exception d'un vérin pneumatique qui doit être changé le 10 mars 2023. L'exploitant a indiqué, dans son courriel du 13 mars 2023, que l'intervention était prévue pour réparer le vérin mais a été reportée pour des raisons de sécurité. Il est demandé à l'exploitant de transmettre la preuve du remplacement de ce vérin suite à la visite de la société spécialisée. Lors de la visite, l'inspection a constaté que les commandes manuelles de désenfumage sont positionnées à proximité d'un accès et que celles-ci sont accessibles. L'exploitant a indiqué que le désenfumage peut se déclencher automatiquement via une cartouche de gaz. Non-conformité n° 1 : L'ensemble des dispositifs de désenfumage ne sont pas fonctionnels, conformément à l'article 3.II de l'arrêté ministériel susmentionné. A la date du rapport, l'exploitant n'a pas transmis de justificatif attestant du remplacement du vérin défectueux. Il est demandé à l'exploitant de transmettre ce justificatif.
Type de suites proposées : Lettre préfectorale
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Installations électriques – contrôle périodique

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 04 octobre 2010, article 66-A
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques – contrôle périodique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : A.-Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques, conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur, permettent de répondre aux exigences. L'implantation des lignes et cheminement est réalisée de manière à éviter leur dégradation par les matières entreposées. Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.
Constats : L'exploitant a fourni le rapport de vérification annuel des installations électriques daté du 24 janvier 2023 et réalisé par la société BUREAU VERITAS. Ce rapport conclut à l'absence de risque d'incendie et d'explosion. L'inspection a questionné l'exploitant sur sa méthode de suivi des non-conformités électriques. Celui-ci a indiqué qu'il fournissait le rapport à un électricien en lui demandant de lever les non-conformités identifiées. L'exploitant a indiqué qu'il avait fait le tour du site avec l'électricien pour identifier les travaux à réaliser et que celui-ci allait revenir pour faire les réparations. La prescription contrôlée est vérifiée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Installations électriques – chauffage des bains

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 30 juin 2006, article 6-I
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Art -6 - I Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage.
Constats : L'inspection a vérifié, par sondage, que les dispositifs de sécurité asservis à l'arrêt du chauffage des bains paraissent correctement entretenus et fonctionnels. L'inspection a demandé à l'exploitant de procéder à la vérification du bon fonctionnement de ceux-ci. L'exploitant a indiqué qu'un des dispositifs de sécurité était dysfonctionnel depuis le matin (bain de cuivre) et que, dans l'attente du remplacement de celui-ci, a priori dans la semaine du 27 février au 3 mars, la chauffe du bain serait coupée et celui-ci resterait débranché du réseau électrique. L'exploitant a indiqué que la vérification de ces équipements de sécurité était réalisée tous les jours. Il a été indiqué à l'exploitant que le retour d'expérience des accidents dans le secteur du traitement de surface amenait certains industriels à doubler la détection de niveau de liquide avec deux détecteurs de niveau de liquide ayant des technologies différentes dans le même bain. L'exploitant a indiqué qu'il allait réfléchir à cette évolution et au coût induit. La prescription contrôlée est vérifiée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Moyens de lutte incendie

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 30 juin 2006, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation doit être équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger. Ces moyens sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent.
Constats : L'exploitant a fourni le rapport de vérification annuel des extincteurs daté du 19 mai 2022 et réalisé par la société CHUBB. Ce rapport conclut au bon état de fonctionnement des extincteurs du site. L'inspection a constaté, par sondage, que les extincteurs sont accessibles. L'exploitant a indiqué que la vérification du bon fonctionnement de la détection incendie est réalisée en continu par la société de télésurveillance VERISURE, des alertes sont envoyées automatiquement à l'exploitant en cas de mise en défaut du système (par exemple : niveau de pile faible). La prescription contrôlée est vérifiée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Consignes d'exploitation et de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 30 juin 2006, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation et de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations décrivent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre, en toutes circonstances, le respect des dispositions du présent arrêté.</p> <p>Le bon état de l'ensemble des installations (cuves de traitement et leurs annexes, stockages, rétentions, canalisations, ...) est vérifié périodiquement par l'exploitant, notamment avant et après toute suspension d'activité de l'installation supérieure à trois semaines et au moins une fois par an. Un préposé dûment formé contrôle les paramètres du fonctionnement des dispositifs de traitement des rejets.</p> <p>Ces vérifications sont consignées dans un document prévu à cet effet et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le préposé s'assure notamment de la présence de réactifs nécessaires et du bon fonctionnement du système de régulation, de contrôle et d'alarme.</p> <p>Des consignes de sécurité sont établies et disponibles en permanence dans l'installation. Elles spécifient notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- la liste des vérifications à effectuer avant remise en marche de l'installation après une suspension prolongée d'activité ;- les conditions dans lesquelles sont délivrées les substances et préparations toxiques et les précautions à prendre à leur réception, à leur expédition et à leur transport ;- les opérations nécessaires à l'entretien et à la maintenance, notamment les vérifications des systèmes automatiques de détection ;- les modalités d'intervention en cas de situations anormales et accidentelles ;- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte prévues à l'article 16. <p>Constats : L'exploitant a indiqué qu'il ne possédait pas les consignes d'exploitation et de sécurité exigées par l'article 13 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006. Par ailleurs, il a indiqué que, même si ces procédures ne sont pas écrites, elles sont appliquées dans l'exploitation du site.</p> <p>Lors de la visite, il a été demandé à l'exploitant de mettre en œuvre la procédure afin d'isoler le réseau d'eau pluviale du site par rapport au réseau communal. L'inspection a constaté que le matériel adéquat est à disposition à l'entrée du bâtiment avec un plan et une procédure indiquant la localisation de la vanne d'isolement et la marche à suivre. Celle-ci est manœuvrable.</p> <p>Par courriel du 13 mars 2023, l'exploitant a transmis les consignes susvisées.</p> <p>La prescription contrôlée est vérifiée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 30 juin 2006, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Plan des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Constats : L'exploitant a fourni le plan général des réseaux daté du 15 février 2023. Celui-ci semble cohérent avec les éléments vus lors de la visite du site. Il a été demandé à l'exploitant d'y ajouter la vanne de sectionnement du réseau permettant d'isoler le site du réseau d'eau pluviale communal. Par ailleurs, l'inspection a questionné l'exploitant sur la présence d'un forage historique sur son site. L'exploitant a indiqué qu'il n'avait jamais possédé de forage utilisé pour l'alimentation en eau du site. L'exploitant a indiqué que le plan des réseaux allait être rendu accessible à distance en cas d'incendie. La prescription contrôlée est vérifiée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Confinement des eaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 30 juin 2006, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie – Confinement des eaux incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. En tout état de cause, l'installation comportant des stockages de substances ou préparations très toxiques en quantité supérieure à 20 tonnes, ou toxiques en quantité supérieure à 100 tonnes est équipée d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent. Le volume de ce bassin est déterminé au vu de l'étude de dangers. En l'absence d'éléments justificatifs, une valeur forfaitaire au moins égale à 5 m ³ par tonne de produits visés au deuxième alinéa ci-dessus et susceptibles d'être stockés dans un même emplacement est retenue. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.
Constats : L'inspection a constaté que les organes de commande de mise en rétention du site sont manœuvrables (Cf point n° 7 : Consignes d'exploitation et de sécurité). Sur ce site, le bassin de rétention des eaux incendie correspond à la pièce en sous-sol abritant la station de détoxification, qui peut être complété par une montée en charge du réseau d'eau pluviale du site. L'inspection a constaté que des produits chimiques sont stockés dans le bassin de confinement des eaux incendie : de l'ordre de 1 300 kg d'acide, dont des bidons d'acide nitrique à 96 %. Il a été rappelé à l'exploitant qu'il est préférable, si possible, de stocker les produits chimiques ailleurs que dans le bassin de confinement des eaux incendie afin de limiter la probabilité de mélange incompatible en cas d'incendie ; ou à défaut, de limiter la présence des produits chimiques très concentrés dans le bassin de confinement. La prescription contrôlée est vérifiée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Fourniture FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18 décembre 2006, article 31.1.a)
Thème(s) : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le fournisseur d'une substance ou d'un mélange fournit au destinataire de la substance ou du mélange une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II : a) lorsqu'une substance ou un mélange répond aux critères de classification comme produit dangereux, conformément au règlement (CE) n° 1272/2008 ;
Constats : L'inspection a demandé à consulter la fiche de données de sécurité (FDS) du cyanure de potassium. L'exploitant a été en mesure de présenter cette FDS. La prescription contrôlée est vérifiée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Coordonnées fournisseur FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18 décembre 2006, article Annexe II – 1.3
Thème(s) : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le fournisseur de la fiche de données de sécurité, qu'il s'agisse du fabricant, de l'importateur, du représentant exclusif, d'un utilisateur en aval ou d'un distributeur en aval, doit être identifié. Il y a lieu de préciser son adresse complète et son numéro de téléphone, ainsi que l'adresse électronique d'une personne compétente responsable de la fiche de données de sécurité.
Constats : La FDS fournie par l'exploitant indique les coordonnées du fournisseur du produit. La prescription contrôlée est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Utilisations identifiées pertinentes FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18 décembre 2006, article 37.5.a)
Thème(s) : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes : a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
Constats : L'exploitant utilise le produit dans les conditions indiquées comme «utilisations pertinentes» sur la FDS. La prescription contrôlée est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Moyens d'extinction FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18 décembre 2006, article 37.5.a)
Thème(s) : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes : a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
Constats : Les moyens d'extinction à disposition sur site sont cohérents avec les moyens d'extinction recommandés sur la FDS du produit. En effet, l'exploitant dispose d'un extincteur à poudre à proximité immédiate du stockage de produits cyanurés. La prescription contrôlée est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Précautions pour la protection de l'environnement FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18 décembre 2006, article 37.5.a)
Thème(s) : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes : a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
Constats : Les moyens de précautions pour la protection de l'environnement sont cohérents avec les moyens recommandés sur la FDS du produit. La prescription contrôlée est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Méthodes et matériel de confinement et de nettoyage FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18 décembre 2006, article 37.5.a)
Thème(s) : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes : a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
Constats : Les méthodes et matériel de confinement et de nettoyage à disposition sont cohérents avec les moyens recommandés sur la FDS du produit. La prescription contrôlée est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Conditions de stockage FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18 décembre 2006, article 37.5.a)
Thème(s) : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes : a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
Constats : Les conditions de stockage sont cohérentes avec les éléments recommandés sur la FDS du produit. La prescription contrôlée est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet